

L'EXPÉRIENCE DES CENTRES DE COLLECTE PAYSANS MULTI-SERVICES AU NIGER



SOMMAIRE

■ 1. LES ENJEUX LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES LAIT LOCALES AU SAHEL	3
1.1. Un secteur fragile, largement ouvert aux importations	4
1.2. Une offre standardisée ne répondant que partiellement à une demande urbaine exigeante	4
1.3. Des enjeux pour la durabilité des systèmes agro-pastoraux	5
■ 2. LE SECTEUR LAITIER AU NIGER ET EN PÉRIPHÉRIE DE NIAMEY	7
■ 3. LE PROJET NARIINDU : UNE RÉPONSE INNOVANTE AUX ENJEUX ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX EN PÉRIPHÉRIE DE NIAMEY	9
3.1. Présentation succincte du projet Nariindu	10
3.2. Le modèle des centres de collecte paysans multi-services	11
■ 4. LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROJET ET LES ENJEUX	13
4.1. Des performances techniques prometteuses	14
4.2. Une viabilité économique et financière assurée, mais des faiblesses de gestion et de gouvernance	15
4.3. Viabilité sociale et prise en compte de la place des femmes dans la filière	15
4.4. Enjeux et recommandations importantes	16
4.5. Les éléments constitutifs des modèles « centre de collecte »	17
■ 5. QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES LAIT LOCALES AU SAHEL ?	19
5.1. Un partenariat gagnant entre petits producteurs et industrie laitière	20
5.2. Les OP ont un rôle à jouer, au bénéfice des éleveurs et de l'industrie laitière	21
5.3. Un plaidoyer à articuler autour des nouveaux enjeux globaux	21
5.3.1. Emploi local, agriculture familiale et développement territorial	21
5.3.2. Enjeux sociaux, environnementaux, climatiques	21
5.3.3. Responsabilité sociétale des entreprises	22
Sigles et acronymes	22
Bibliographie	23

CONTRIBUTEURS

Ce document de synthèse est issu des nombreuses études réalisées dans le cadre du projet Nariindu, par l'IRAM et ses partenaires Karkara VSF-B, AREN, RBM.

Les aspects généraux relatifs à la filière lait en Afrique de l'ouest ont été tirés du récent ouvrage (2013) de l'UEMOA réalisé par le CIRAD (C. Corniaux, G. Duteurtre).

Ont pour l'IRAM contribué à cette synthèse : C. Coronel, D. Halley des Fontaines, O. Renard, C. Rigourd en lien étroit avec le chef de projet Nariindu, Ganda Ouseini.

REMERCIEMENTS

L'IRAM tient à remercier tout particulièrement :

Au Niger : Dodo Boureima (Président de AREN), Abdou Fall (Assistant technique RBM), Blamah Jalloh (Directeur RBM), Amadou Barre (SE Karkara), Aichatou Razak, Amadou Sayo, Stéphane Pil et Altiné Amadou Moussa (VSF-Belgique Niamey), Matthias Banzhaf, Assistant technique auprès du Ministère de l'élevage, ainsi que Ali Bety (chargé de mission) et Philippe Renault (Directeur) de l'Afd Niamey.

En France : l'Afd (en particulier MM. C. Torre et JR Cuzon), le CFSI (Isabelle Duquesne), la Fondation de France pour leur appui technique et financier ; la Fondation de France, pour le soutien direct aux centres de collecte rendu possible grâce au prix pour une alimentation durable et responsable obtenu en 2014.



1 | LES ENJEUX LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES LAIT LOCALES AU SAHEL



Président de UPROLAIT au quai de réception d'Hamdallaye

1.1 – UN SECTEUR FRAGILE, LARGEMENT OUVERT AUX IMPORTATIONS

Les filières laitières au Sahel ont eu à s'adapter depuis la fin des années 80 à de nombreuses réformes s'inscrivant dans le cadre d'une dérégulation et d'une libéralisation accrue des échanges, avec comme point d'orgue la définition à un niveau de protection très faible (5%) du tarif extérieur commun (TEC) de l'UEMOA pour la poudre de lait, 20% pour les produits transformés (yaourt, beurre, etc.). Toute protection transitoire théoriquement possible face à l'afflux de poudre de lait a par ailleurs peu ou pas de chances d'être activée ou efficace ; il s'agit de mesures de sauvegarde d'industrie naissante, ou de compensation en cas de subventions par les pays tiers des importations, complexes à déclencher et à mettre en œuvre, politiquement sensibles.

A ce faible niveau de protection viennent s'ajouter des politiques commerciales de plus en plus agressives de la part des grands pays exportateurs (Brésil, Nouvelle Zélande, Etats-Unis, Union Européenne). L'Union européenne, avec la fin des quotas devenue effective en 2014, entendue par les producteurs du secteur comme un appel à la surproduction pour survivre, a encore

accentué le risque de voir des importations à bas prix inonder les marchés africains.

Dans un tel contexte, l'élevage agro-pastoral traditionnel, hormis certaines tentatives d'intensification peu concluantes ou encore minoritaires (les fermes intensives représentent moins de 2% de la production dans la zone UEMOA), reste le système de production laitière dominant au Sahel. Ce système est peu intégré aux marchés : la vente de lait cru n'est pas une priorité pour les éleveurs, voire peut être considérée comme contraire aux traditions par certains, les plus riches. Ce sont principalement les femmes qui réalisent une petite transformation (lait caillé, fromage) pour vendre sur les marchés locaux. En périphérie de nombreuses villes, des petits éleveurs sédentarisés ont développé des filières d'approvisionnement des consommateurs urbains en lait, de manière souvent informelle, peu structurée et dans l'incapacité de garantir un approvisionnement stable, que ce soit en termes de quantités livrées ou de qualité.

1.2 – UNE OFFRE STANDARDISÉE NE RÉPONDANT QUE PARTIELLEMENT À UNE DEMANDE URBAINE EXIGEANTE

La demande en lait des consommateurs urbains est en constante hausse, en raison d'une croissance démographique soutenue, d'une urbanisation rapide et d'un pouvoir d'achat croissant pour une partie de la population. Ces consommateurs, en particulier au Niger mais à divers degrés dans toute la bande sahélienne et au-delà, sont exigeants en termes de qualité à la fois organoleptique et sanitaire, le lait étant un produit socialement et culturellement important. Le lait en poudre massivement importé, s'il permet de satisfaire le besoin de sécurité sanitaire, et en partie les attentes en termes gustatif, ne remplace pas le lait local aux yeux des consommateurs nigériens, qui y sont attachés.

Comme le soulignent Corniaux et Duteurtre (2013), « le marché des produits laitiers transformés (yaourts, laits fermentés, lait UHT, fromage, crème fraîche) s'est élargi, incluant des produits industriels de type européen, mais aussi des nouveaux produits locaux comme le lait fermenté sucré et les bouillies ou boissons lactées aux céréales. Dans les capitales et dans les villes secondaires, on a vu aussi apparaître une multitude de petites entreprises de transformation utilisant du lait en poudre et parfois du lait local. Ces entreprises d'un

type nouveau ont été qualifiées selon les cas de « mini-laiteries », d'« unités de transformation », de « centres de collecte » ou de « fromageries ».

[..] Grâce à l'engagement de certaines mini-laiteries dans la collecte du lait de brousse, des agro-pasteurs se sont investis peu à peu dans la livraison régulière de lait frais. Pour faire face à la variabilité saisonnière de la production, certains éleveurs utilisent des sous-produits agro-industriels ou de l'aliment bétail en complément pour l'alimentation des vaches laitières, et sédentarisent une partie du troupeau laitier en saison sèche. Mais ces modifications sont lentes, et elles correspondent plus à une « sécurisation » des systèmes agro-pastoraux qu'à une réelle « intensification ».

Les tentatives d'organisation des filières lait locales restent donc encore difficiles et peu concluantes, alors qu'il s'agit de filières prioritaires, tant du point de vue économique, que social, environnemental ou culturel.

1.3 – DES ENJEUX POUR LA DURABILITÉ DES SYSTÈMES AGRO-PASTORAUX

Les dynamiques paysannes pour répondre aux nouveaux enjeux d’approvisionnement en lait local des consommateurs urbains – le plus souvent subventionnées partiellement par des projets de développement – restent à l’heure actuelle trop peu nombreuses et trop fragiles. Parmi les mini-laiteries existantes, certaines transforment à peine quelques dizaines de litres par jour, d’autres sont entièrement dépendantes de projets extérieurs, et les succès sont rares (voir en chapitre 5 les exemples développés dans le cadre de la capitalisation du projet Nariindu).

Or, le développement de filières lait locales est un enjeu important pour les pays sahéliens, où l’élevage joue un rôle économique majeur. Elles permettent le

développement d’activités non-agricoles (collecte, transformation éventuelle), l’adaptation aux contextes écologiques, agronomiques, sociaux et économiques des régions sèches. Par ailleurs, les filières locales et les petits producteurs ont la capacité de combiner innovations techniques et innovations organisationnelles, et de favoriser les interactions entre dynamiques locales et politiques nationales.

Les systèmes agro-pastoraux, extensifs, sont particulièrement résilients aux aléas climatiques, tout en offrant un potentiel de production important (viande, lait et autres produits), avec un potentiel d’amélioration en termes de qualité et quantité, dès lors que des moyens relativement modestes peuvent être mobilisés.



Crédit photo : Karkara

Elevage familial en périphérie de Niamey

2 | LE SECTEUR LAITIER AU NIGER ET EN PÉRIPHÉRIE DE NIAMEY



Contrôle de la densité du lait par le gérant du centre de collecte d'Hamdallaye

Le secteur de l'élevage occupe une place déterminante au Niger en termes d'emploi, de revenu des ménages ruraux d'éleveurs et de sécurité alimentaire des populations. Le sous-secteur de l'élevage contribue à hauteur de 40% au PIB agricole (MRA, 2008). Il emploie plus de 87 % de la population active et 20% vivent exclusivement des activités pastorales (MRA, 2001).

La consommation du lait et des produits laitiers est de 63,8 L par habitant/par an au Niger (60 L en France). En 2010, la production laitière annuelle du Niger était estimée à 1002 millions de litres dont 486 millions de litre de lait bovin. Malgré cette production, le pays demeure tributaire des importations de produits laitiers. Cette situation s'explique par la faible transformation d'une production saisonnière qui ne permet pas de couvrir les besoins de consommation (qui eux sont permanents) des populations urbaines (avec des pertes importantes en haute saison). Les importations de lait au Niger, de 1996 à 2006, se sont élevées en moyenne à 37 000 tonnes équivalent lait par an soit en valeur 7,3 milliards de francs CFA par an (Gilles Vias, 2010). Après une chute drastique de 50% en 2007 due à la flambée des prix, les volumes importés ont connu une augmentation pour se stabiliser autour de 10300 tonnes en équivalents lait (FAOSTAT, 2012). La valeur des importations s'élève à 16,5 Mrd de FCFA (25,15 millions d'euros).

Le lait cru du Niger n'est que très faiblement valorisé, du fait de la très forte saisonnalité de la production et d'un réseau de commercialisation peu développé, alors

que les besoins urbains sont importants et en constante augmentation. Environ 85 % des produits laitiers des laiteries de Niamey sont issus de la poudre de lait importée. Cette forte dépendance des importations rend le pays potentiellement vulnérable aux chocs exogènes de prix et à une insécurité alimentaire grave, comme l'a prouvé la crise économique et alimentaire de 2008.

Pour lever cette contrainte, diverses initiatives ont été développées depuis les années 1970, mais n'ont pas produit les résultats escomptés. En outre, les Accords de partenariat économique et l'application d'un tarif extérieur commun devraient aider à promouvoir les productions de la région ouest africaine. Mais les droits de douane que prévoit le TEC CEDEAO, entré en vigueur en Janvier 2015, pour le lait en poudre sont faibles (5 % pour les matières premières et produits de première nécessité) et relativement faibles pour les produits laitiers transformés importés (20 % pour les biens de consommation finale). Ce faible niveau de taxation permet de mettre à disposition des populations urbaines du lait en poudre à coût modéré mais entrave le développement des filières locales.

En comparaison avec d'autres capitales en Afrique de l'Ouest, la ville de Niamey dispose d'un secteur de transformation laitière dynamique en raison d'une forte consommation locale. Elle compte trois unités de transformation laitière de type industriel, et plusieurs autres unités de type semi-industriel ou artisanal (y compris de type mini laiteries).



Ration de son pour le bétail

3

LE PROJET NARIINDU : UNE RÉPONSE INNOVANTE AUX ENJEUX ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX EN PÉRIPHÉRIE DE NIAMEY



Stock d'aliments pour le bétail

3.1 – PRÉSENTATION SUCCINCTE DU PROJET NARIINDU

Afin de répondre à l'importante demande en produits locaux à Niamey, et d'offrir aux éleveurs à la fois des débouchés pour leur lait et des services, un premier centre de collecte a été mis en place dès 2008 à Hamdallaye (projet PSEAU mis en œuvre par l'IRAM sur un financement de l'AFD). Ce premier test s'avérant prometteur, l'initiative a été poursuivie par un consortium d'ONG internationales et nationale et d'organisations d'éleveurs nationale et internationale - IRAM, VSF-Belgique, Karkara, AREN et RBM. Un deuxième centre a alors été installé à Kollo, les deux centres étant alors accompagnés.

Les activités innovantes du projet, dont l'objectif spécifique est l'appui à la collecte, au contrôle de la qualité et à la commercialisation du lait local en périphérie de Niamey, sont plus précisément les suivantes :

- Le développement au Niger d'un modèle de collecte passant par des **centres de collecte pour répondre aux contraintes et attentes des acteurs de la filière lait, notamment des éleveurs périurbains.**
- Les centres de collectes agissent comme **centre de prestation de services** et le projet explore leur modèle de viabilité (viabilité technique, économique, sociale et institutionnelle).
- Le projet accompagne **l'articulation des systèmes pastoraux avec l'agriculture et l'élevage périurbain et les évolutions des systèmes de production ; il permet de répondre aux exigences (volume, qualité) des industries existantes.**

Le projet contribue par ailleurs :

- **A améliorer les modes de commercialisation du lait cru, par l'appui aux centres de collecte (qualité, stockage, chaîne du froid)**, ce qui permet d'augmenter les quantités collectées et vendues.
- **A changer les modes de gouvernance de la filière, les centres de collecte étant contrôlés par les éleveurs, regroupés au sein des coopératives.** La mise en place d'une concertation interprofessionnelle sur la filière lait est également, au Niger, une innovation.
- A renforcer la résilience des **petits éleveurs**, en lien avec le pastoralisme traditionnel, grâce à des revenus réguliers pour des populations fragiles.
- **A diversifier les revenus des femmes** (traditionnellement écartées de la vente du lait cru, mais investies dans la petite transformation en lait caillé, fromage), en les appuyant spécifiquement à la diversification des revenus grâce à l'amélioration de la commercialisation des produits transformés ou à la création d'activités génératrices de revenus.
- Le projet contribue également à **améliorer la qualité du lait** par des appuis directs en amont, puis tout le long de la filière, en favorisant les collaborations entre tous les acteurs (mise à disposition d'intrants, contrôle de l'hygiène de la traite et du transport jusqu'au centre, contrôle du mouillage éventuel au niveau des centres, de l'utilisation d'antibiotiques pour stabiliser le lait, incitations financières à la qualité, etc.)



Livraison de lait

3.2 – LE MODÈLE DES CENTRES DE COLLECTE PAYSANS MULTI-SERVICES

Autour de Niamey, 89% des éleveurs sont des peuls, les 11% restant sont des Zarmas (Djerma), des Haoussas et des Touaregs. 72 % des producteurs sont installés à moins de 15km de la ville. Le troupeau principal est transhumant et ce sont les troupeaux laitiers qui se trouvent à proximité de la ville. Les vaches en production sont gardées pour valoriser la production de lait. Les éleveurs historiquement transhumants se sont progressivement sédentarisés autour de la capitale et se sont spécialisés dans la production de lait. Ils bénéficient en effet d'un marché accessible et dynamique. A proximité de Niamey, certains éleveurs n'ont qu'un troupeau sédentaire. Une majorité des éleveurs sont aussi des agriculteurs (S. Bonnet, 2014). La production est fortement atomisée et le lait acheminé est de piètre qualité (mouillage par les collecteurs, lait tourné, contaminé). Les mini-laiteries et laiteries industrielles (4 à Niamey) sont approvisionnées principalement par des collecteurs privés, hormis les deux centres appuyés par le projet (voir poster ci-après).

Le projet Nariindu a été mis en œuvre sur une période d'environ 3 années capitalisant les acquis du projet précédent (PSEAU), avec pour objectif spécifique de développer des centres de collecte gérés par les éleveurs, afin d'assurer un approvisionnement de Niamey en lait local de qualité. Le centre de Hamdallaye, directement opérationnel car construit en 2008, a pu bénéficier rapidement des appuis du projet, alors que le centre de Kollo n'a été opérationnel qu'en 2013 (inauguration fin 2012).

Les centres d'Hamdallaye et de Kollo sont en général appelés « centre de collecte », or ce raccourci ne reflète pas bien les activités réelles et l'originalité du modèle de ces centres. L'appellation « centres de collecte paysans multi-services » semble mieux décrire leurs activités.

Les éléments importants du modèle sont en effet les suivants : (i) Multi-services (collecte et commercialisation de lait + approvisionnement en aliment du bétail + conseil technique) et pas seulement collecte ; (ii) Gouvernance paysanne (les Centres sont gérés par UPROLAI et KAWTAL, deux coopératives) ; (iii) Centre reposant sur un bassin de production (de Kollo et Hamdallaye, identifiés comme ceux à plus fort potentiel par l'IRAM) ; (iv) Liaison à l'aval avec un industriel (demandeur de lait local en quantité et qualité) ; (v) Collecter plutôt que transformer (à la différence des mini-laiteries) afin de toucher un plus grand nombre d'éleveurs.

Les centres de collecte du lait appuyés par le projet Nariindu se trouvent dans les bassins de production, en périphérie de Niamey. Ils permettent une réception, un contrôle et un stockage de qualité du lait au plus près des producteurs, et permettent à la fois de limiter les

coûts de transaction, de contrôler la qualité, et de stabiliser l'approvisionnement en aval. Point de passage de la production, les centres de collecte représentent également une plateforme de services aux éleveurs. Ils offrent ainsi à l'industrie laitière une production de lait local importante (en deux ans, les centres ont couvert un tiers des approvisionnements de SOLANI) : SOLANI assure le transport du lait le matin depuis les centres jusqu'à son usine, en payant un prix plus élevé (300 F/L, le prix payé au quai de SOLANI aux collecteurs), avec une prime à la quantité (+50 F/L au-delà de 300L/jour). Les centres permettent également d'assurer la bonne articulation entre les différents acteurs de la filière : négociation des prix, facilitation de l'accès au crédit et fonds de roulement pour les collecteurs rattachés aux centres, achats groupés d'intrants, etc.

Ce modèle « centre multi-services paysan » est très pertinent et ces deux centres contribuent bien à la structuration et au développement d'une filière lait cru à Niamey : les volumes collectés sont en augmentation, la filière bénéficie à un nombre élevé d'éleveurs ainsi que des collecteurs, les relations entre acteurs se formalisent (contrats avec SOLANI, établissement de groupements de collecteurs, contrat coopérative d'éleveurs et groupement de collecteurs), la qualité du lait s'améliore, etc.

Le développement de tels centres de collecte semble constituer un levier stratégique sur lequel agir pour contribuer à la structuration des éleveurs et de l'ensemble de la filière, et ainsi répondre à la demande urbaine en lait. Il s'agit d'un modèle intéressant à plusieurs titres et qui doit être viabilisé : technique (combinaison collecte et services aux éleveurs), social (contrôle par des éleveurs propriétaires, prise en compte du rôle des femmes), institutionnel (gérance par une société, contractualisation, participation au dialogue interprofessionnel), économique (répond à une forte demande locale).

Ces centres, dans le cadre du projet Nariindu, ont fait leurs preuves et intéressent fortement les industriels. Ainsi, l'entreprise SOLANI, connue par les collecteurs et gérants des centres pour accorder à la qualité du lait fourni une attention particulière, a signé un partenariat avec le centre de la coopérative Kawtal à Kollo, à des conditions comparativement intéressantes en termes de prix.

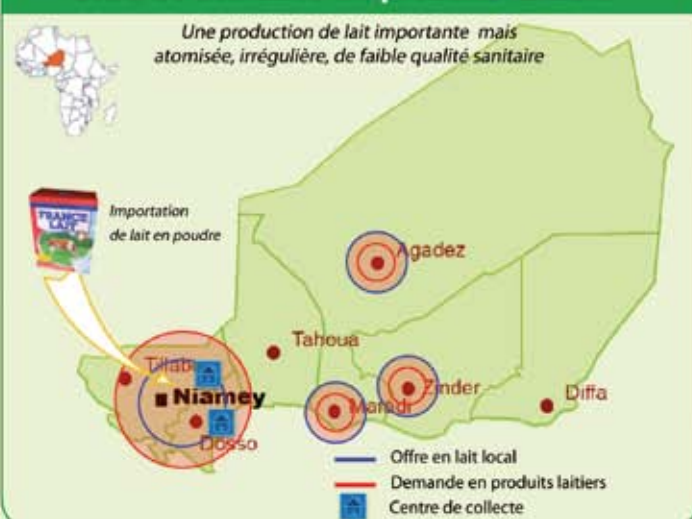
Le poster ci-après présente succinctement le contexte de la filière lait au Niger et résume les principaux atouts de ces centres.

Les centres de collecte de lait au Niger Pour une dynamique territoriale au service des éleveurs

G. Ousseini¹, B. Jalloh², S. Pif³, O. Renard⁴

¹ chef de projet Nariindu et APROLAN, Niger ; ² Réseau Billital Maroobé, Niger ; ³ Vétérinaires Sans Frontières, Belgique ; ⁴ IRAM Développement, France

Offre et demande en produits laitiers



La filière lait local au Niger en bref

Laiteries dépendantes des importations	Minilaiteries économiquement fragiles	Centres de collecte et collecteurs liés aux laiteries
4 à Niamey Principalement poudre de lait	Quelques mini-laiteries Usage de poudre de lait	2 centres en périphérie de Niamey 2000 L/ jour
15.000 L / jour de lait local en moyenne	200 à 500 L / jour	Nombreux collecteurs 13.000 L/ jour
<ul style="list-style-type: none"> Achat de lait local sans valorisation Importation de lait en poudre 	<ul style="list-style-type: none"> En zone rurale les consommateurs sont aussi producteurs Concurrence des laiteries Durabilité (Risques et coûts élevés) ? 	<ul style="list-style-type: none"> Livraison aux laiteries Centres de collecte assurent la qualité du lait

Centres de collecte : quels atouts ?



Une dynamique rurale territoriale

- Proximité géographique entre centre de collecte et producteurs
- Des cadres de concertation locaux en lien avec les autorités pour faire émerger des solutions
- Un dialogue entre acteurs de la filière
- Un potentiel d'environ 40.000 L/ jour en périphérie de Niamey



Une gestion par et pour les producteurs

- Faible technicité des équipements, simplicité de gestion du flux de lait
- Gouvernance : transparence, contrôle par les producteurs
- Des services offerts aux producteurs (aliments, soins), en lien avec la collecte, des collecteurs impliqués



Une modèle économique viable et pérenne

- Une demande industrielle importante et régulière
- Des contrats engageant les industriels, un partenariat économique gagnant-gagnant
- Un accès amélioré au crédit, des facilités de paiement



Une réponse aux besoins de l'industrie laitière

- Du lait local en qualité et en quantité
- La possibilité d'engager une stratégie de long terme, sur la base de partenariats solides
- Une demande forte des consommateurs nigériens pour un lait local de qualité
- Une moindre dépendance vis-à-vis des fluctuations du prix du lait en poudre

iram



Avec le soutien financier de :



4 | LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROJET ET LES ENJEUX



Cuves de refroidissement du lait, Centre de Kollo

4.1 - DES PERFORMANCES TECHNIQUES PROMETTEUSES

En pic de production, les centres ont collecté chacun plus de 1.000 litres / jour en 2014, au-delà en 2015, leur capacité de collecte étant de 2000L/jour environ. Les volumes collectés sont en augmentation pour les deux centres et devraient continuer à augmenter. Par ailleurs la forte demande en lait cru sur Niamey n'est toujours pas satisfaite et représente une opportunité pour les éleveurs. Un partenariat avec SOLANI - le principal client des centres - se développe afin de lancer une ligne « 100% locale », permettant d'augmenter les prix de vente et d'achat aux producteurs. Un seuil d'environ 3500 L de lait local collecté par jour est cependant nécessaire pour pouvoir démarrer une nouvelle ligne de production.

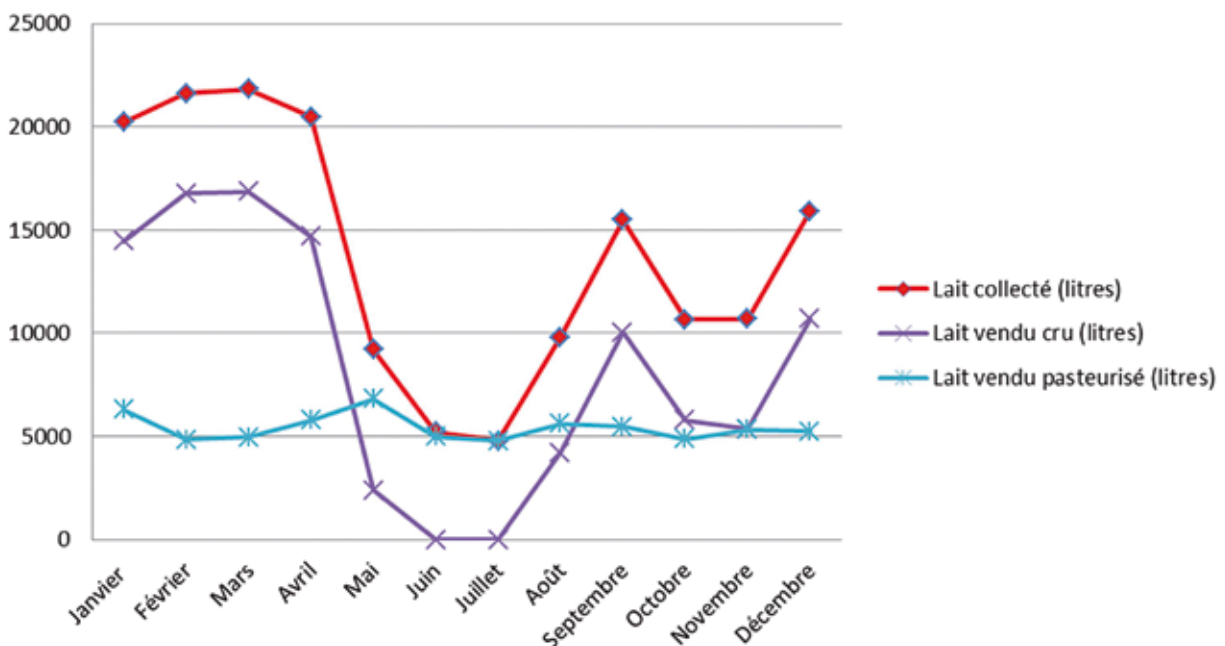
On observe donc des volumes largement supérieurs à ceux collectés par la plupart des mini-laiteries au Niger et dans la sous-région (à l'exception de la laiterie du Berger au Sénégal et de Tiviski en Mauritanie) ; le modèle (mais c'est également le cas de Tiviski et de la Laiterie du Berger) privilégie des revenus réguliers pour un grand nombre de producteurs (le prix du lait n'est donc pas très élevé) à des revenus importants liés à la transformation du lait pour un nombre très limité d'éleveurs (quelques dizaines de privilégiés souvent, vendant leur lait 2 à 3 fois plus cher qu'aux collecteurs privés).

Les quantités collectées restent cependant très variables au cours de l'année avec par exemple un pic de collecte en janvier-février-mars et un creux de collecte pendant l'hivernage de mai à septembre (cf. la figure ci-dessous pour Hamdallaye).

Ce problème de saisonnalité de la collecte est lié au déplacement des troupeaux vers des zones de transhumances proches pendant la saison des pluies et est une contrainte majeure pour les industries. Elles souhaitent en effet pouvoir disposer d'un approvisionnement régulier pour satisfaire les consommateurs urbains, ce d'autant plus que la demande est la plus importante lorsque l'offre se fait plus rare.

Afin de pallier ce problème, SOLANI envisage, en concertation avec les OP partenaires, de mettre en place une collecte mobile (camion réfrigéré se déplaçant avec le cheptel vers les zones de pâturage).

Par ailleurs, le projet a appuyé la mobilisation et la fidélisation aux centres de collecte de collecteurs privés (15 à 20 collecteurs par centre) : appui à la professionnalisation et à l'organisation en organisation professionnelle, à l'accès au crédit, mise à disposition de fonds de roulement, etc. Ce travail a fortement contribué à l'atteinte par les centres de leurs objectifs de collecte.



Evolution des volumes collectés, vendus crus et pasteurisés à Hamdallaye en 2014

4.2 – UNE VIABILITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ASSURÉE, MAIS DES FAIBLESSES DE GESTION ET DE GOUVERNANCE

Les deux centres de collecte ont pu, dans le cadre du projet, renforcer progressivement leur trésorerie, et obtenir des résultats positifs en 2015 (équilibre hors amortissements pour Kollo, avec amortissement (bâtiment et matériel) pour Hamdallaye)

Les nouveaux prix négociés avec l'entreprise SOLANI et l'augmentation des volumes collectés devraient continuer à améliorer progressivement la rentabilité des deux centres de collecte. La contractualisation et les échanges entre OP et SOLANI ont permis de mettre en place des mécanismes de rémunération liés au volume collectés (afin d'inciter à la collecte, et limiter ainsi les coûts de transport pour SOLANI) : 300 F/L, 350F/L et 400F/L en fonction des volumes collectés au niveau des centres. Le prévisionnel à 5 ans table sur une augmentation progressive des volumes collectés, ce qui permet d'envisager des résultats financiers intéressants, ce d'autant plus que le lancement d'une ligne de produits « 100% lait local » par SOLANI devrait permettre un gain de valeur ajoutée supplémentaire pour l'amont de la filière.

Ces résultats financiers sont malgré tout fragiles. Des pertes de lait et des mauvaises pratiques de gestion peuvent facilement faire basculer les résultats en négatif. Les deux centres en effet font face à des enjeux de gouvernance et de gestion qui menacent leur viabilité. Les systèmes de comptabilité, de gestion et de contrôle interne ne sont en effet toujours pas fiables malgré les progrès réalisés.

Etant donnés les chiffres d'affaires (plusieurs dizaines de millions de FCFA) des deux centres, les flux financiers importants (notamment les fonds de roulement pour le centre et pour les collecteurs (avances réalisées par les centres), le nombre élevé de fournisseurs et le nombre important de transactions, ces deux centres doivent être abordés comme de véritables entreprises. Cela implique : (i) de professionnaliser les fonctions de gestion administrative et financière ; (ii) de renforcer le contrôle interne ; (iii) de mettre en place des audits externes.

4.3 – VIABILITÉ SOCIALE ET PRISE EN COMPTE DE LA PLACE DES FEMMES DANS LA FILIÈRE

On distingue 2 types d'activité en lien avec la traite du lait : la traite quotidienne du lait exercée par les hommes et certaines femmes en vue de la vente dans les centres de collecte et les laiteries, ou aux collecteurs privés, et la traite (ou parfois l'achat du lait au mari), le plus souvent du soir, pratiquée par les femmes en vue de la transformation en lait caillé et beurre. Cette dernière activité est une importante source de revenus pour près de 3 femmes sur 4, mais elle reste modeste et irrégulière (vente une fois par semaine, au marché).

Le projet a porté une attention toute particulière à l'impact de la collecte journalière de lait pour les centres sur les activités des femmes, et l'évolution de leur place tant au sein du foyer que de l'économie locale : diagnostic initial, alphabétisation, formations à la gestion de base, facilitation de l'accès au micro-crédit, soutien aux petites initiatives, facilitation de l'accès aux intrants, projection de films de sensibilisation, etc.

Il ressort des entretiens en fin de projet une grande hétérogénéité de pratiques entre les villages concernés ; l'accès des femmes aux revenus du lait cru a dans certains cas été acté, alors que dans d'autres cas, l'homme en a eu la gestion ; globalement, on constate que les revenus

du ménage ont été augmentés, ce qui a permis de faire face plus aisément aux besoins quotidiens (alimentation, scolarisation, frais divers). Les femmes, libérées dans certains cas de la contrainte de la vente de fromage et de lait caillé au porte à porte ou sur des marchés éloignés, a pu développer d'autres activités génératrices de revenus, avec ou sans appui du projet. Celles qui souhaitaient continuer leur activité ont pu le faire grâce aux traites du soir qui leur étaient réservées.



Collecteur de lait

4.4 – ENJEUX ET RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

- Pour faire face aux problèmes de gouvernance et de gestion, il est nécessaire de **professionnaliser la gestion, de renforcer le contrôle interne et de mettre en place des audits externes**. Ces éléments sont indispensables : il en va de la viabilité court-terme des centres. Du conseil de gestion aux OP pourrait aussi être mutualisé en lien avec les Chambres d'Agriculture.

- Le modèle technique des coopératives est étroitement lié au modèle économique. Il repose sur l'articulation de trois services essentiels et interdépendants qui ne présentent pas les mêmes capacités d'autofinancement : **les services d'approvisionnement et de collecte devraient financer les services de conseil et les fonctions de base des coopératives (AG, CA...)**. Ce cercle vertueux des services doit être renforcé. Les plans d'affaires des coopératives devraient donc être élaborés autour de ces trois services et pas seulement sur la collecte laitière. De nouveaux services pourraient être développés tels que le conseil de gestion aux éleveurs ou le conseil technico-économique. Par ailleurs certains services pourraient aussi être mutualisés entre les centres (conseil juridique, audits, etc.).

- **Mieux gérer la saisonnalité de la collecte** en mettant en place des collecteurs dans les zones de transhumance proches afin d'amoindrir le creux de collecte en hivernage. L'augmentation de l'activité d'approvisionnement en aliment du bétail peut aussi apporter des solutions. Un investissement de SOLANI pour envoyer un camion en zones de transhumance est également à l'étude.

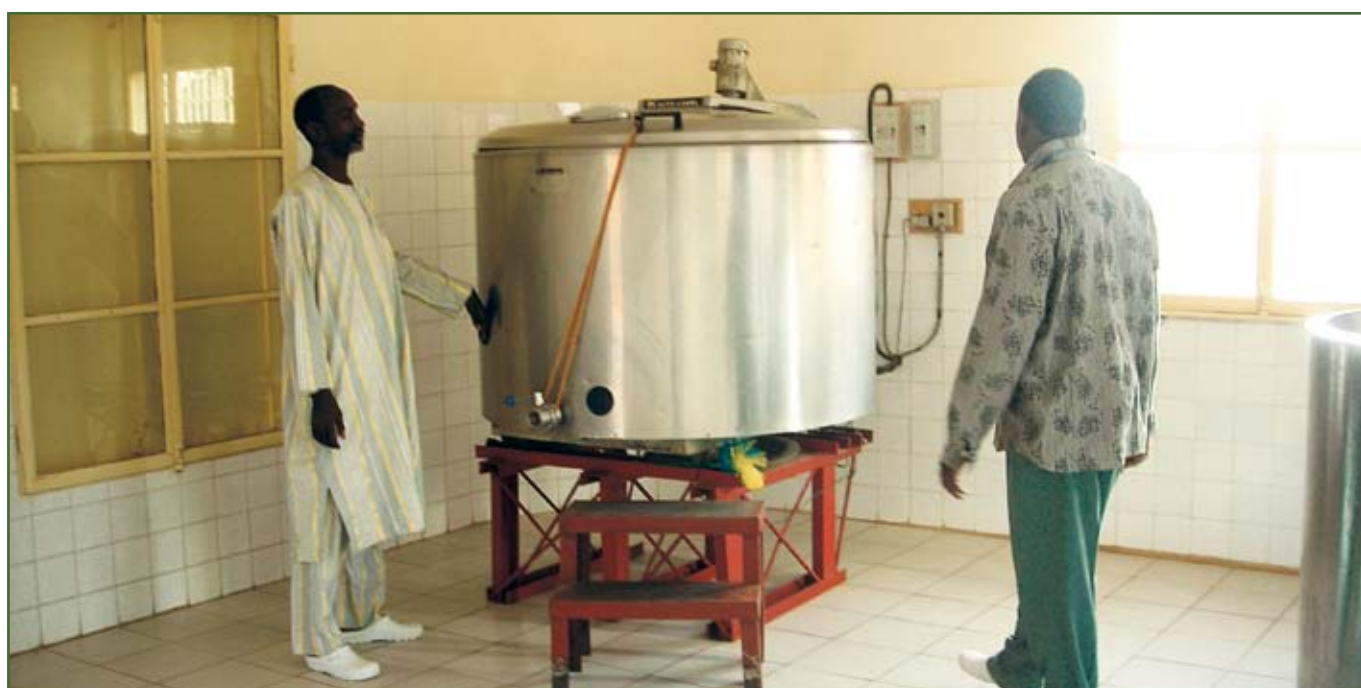
- **Poursuivre la co-construction de la filière lait cru** en encourageant les processus multi-acteurs et la concertation entre acteurs et en fidélisant les collecteurs dont le rôle est critique.

Le centre de Kollo doit par ailleurs faire face à un enjeu de réduction des pertes en lait : enjeu à la fois technique et de management.

- Concernant l'impact de la collecte quotidienne de lait cru sur les revenus et pratiques des ménages, **il reste à analyser plus précisément les effets de la vente de lait cru sur l'activité des femmes, ainsi que l'impact nutritionnel au niveau des ménages (en particulier sur les enfants en bas âge)**.



Quai de réception du lait au centre de Kollo



Tank à lait du Centre de Kollo (M. Ali Kado, président de Kawtal)

4.5 – LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES MODÈLES « CENTRE DE COLLECTE »

Le tableau synthétique ci-dessous résume les principaux enseignements du projet en termes de viabilité technique, économique-financière, sociale et institutionnelle :

Modèle technique

- Centre multiservices : approvisionnement + collecte + conseil (technique à ce stade)

Pour l'activité lait :

- Basé sur un bassin de production (possibilité d'aller collecter en zones de transhumance non lointaines)
- Limite les distances et donc les risques pour les éleveurs
- Liaison à l'aval avec un industriel (contractualisé ou non)
- Collecte journalière > 1.000 litres / jours en pic de collecte (capacité des centres voisine de 2.000 litre / jour) : demande des compétences techniques
- Repose sur des collecteurs (en motos surtout) privés indépendants mais fidélisés

Pour l'activité BAB :

- Approvisionnement grâce à un FDR
- Achat sur le marché local et international (Burkina, Bénin qui offrent de bonnes opportunités)
- En théorie l'accès à l'aliment du bétail exige de livrer son lait au centre

Pour l'activité conseil :

- Actuellement faite via projet.

Modèle social

- Doit bénéficier à un grand nombre d'éleveurs : donc stratégie de maximiser la collecte plutôt que de transformation locale
- La collecte du lait cru entraîne une redistribution des rôles entre hommes et femmes (accès au lait), mais au bénéfice des deux (car de plus gros volumes sont produits et commercialisés)
- L'aliment du bétail permet d'augmenter la production laitière et que les femmes ne perdent pas d'un éventuel accaparement du lait par les hommes (même si elles perdent une traite, elles ne perdent pas en volume)

Modèle économique et financier

- Chiffre d'affaire collecte lait > chiffre d'affaire approvisionnement en aliment du bétail
- A terme, bénéfice collecte > bénéfice approvisionnement (mais pas encore le cas aujourd'hui)
- Collecte et approvisionnement pourraient à terme financer le conseil technico-économique aux éleveurs : il y aurait ainsi une bonne articulation entre le modèle technique et le modèle économique et financier
- La consolidation d'un réseau de collecteurs dans les villages reculés permet d'offrir de nouveaux services (conseil, crédit) et produits (vente de glace, de condiments, etc.)

Modèle institutionnel

- Les centres appartiennent à des coopératives d'éleveurs = Gouvernance paysanne des centres
- Gestion déléguée (avec implication paysanne dans les choix stratégiques) ou gestion propre par les coopératives suivant les cas
- Fidélisation des collecteurs
- Contractualisation possible avec l'aval (cas de Kollo)

5 | QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES LAIT LOCALES AU SAHEL¹ ?



¹ Les enseignements sont issus de la capitalisation sous régionale du projet, réalisée par RBM.

5.1 – UN PARTENARIAT GAGNANT ENTRE PETITS PRODUCTEURS ET INDUSTRIE LAITIÈRE

Ces dernières décennies sont marquées à la fois par un regain d'intérêt pour la valorisation du lait local et par une concurrence accrue des importations de lait en poudre. Cette orientation se traduit par l'implication directe des institutions d'appui dans la structuration et la valorisation de la filière du lait local, afin de remplacer progressivement les importations par des produits d'origine locale, partout où il est possible d'assurer une production suffisante et rentable. Dans un contexte désormais très concurrentiel, les unités laitières s'engagent dans la collecte de lait afin de diversifier la gamme de produits. Des nouveaux projets sont également engagés avec le soutien des Etats, comme PRODEVALAIT au Mali, alors que des dynamiques plus anciennes, telles que celle de l'entreprise privée TIVISKI en Mauritanie, se renforcent (source : Analyse transversale, RBM, LARES, 2015).

Pourtant, malgré ces appuis, les exemples réussis de développement de filières lait locales au Sahel sont rares, si l'on met de côté les structures mettant sur le marché quelques dizaines ou centaines de litre par jour, ces dernières n'ayant pas d'impact significatif, y compris localement. La laiterie du Berger et TIVISKI restent ainsi les deux exemples de réussite de taille significative, mais ces succès restent pour partie liés à l'incorporation d'une part importante de poudre dans les produits commercialisés (cette part évoluant en fonction du prix du lait local et des cours mondiaux du lait en poudre, mais pouvant atteindre plusieurs dizaines de pourcent).

En périphérie de Niamey, on constate également que la plupart des mini-laiteries, initialement mises en place prioritairement pour valoriser le lait local, se sont tournées vers la poudre de lait, certaines n'achetant plus de lait local après quelques années d'activité. La laiterie de Say, malgré les nombreux appuis pour la soutenir, n'est toujours pas à l'équilibre financièrement.

Opposer les laiteries locales, supposées proches des éleveurs, aux laiteries industrielles, dont le modèle économique dépend de la poudre de lait, n'a donc pas de sens : toutes ont recours à la poudre de lait ; l'importation d'une poudre de lait très bon marché, produite par des agricultures hyper-compétitives et subventionnées plus ou moins directement, peu taxée, est une réalité à prendre en compte.

Partant de ce constat, la priorité des décideurs publics comme privés doit être de soutenir les systèmes les plus favorables aux petits éleveurs, que ce soit en termes de prix ou de quantités collectées. Pour l'IRAM, l'une des leçons particulières du projet Nariindu a été de pouvoir montrer l'intérêt de partenariats structurants entre l'industrie laitière et les organisations de producteurs : vou-

loir concurrencer les importations de poudre de lait est illusoire ; pouvoir s'appuyer sur les acteurs dominants en place pour soutenir les filières locales est en revanche à la portée des acteurs locaux.

Une autre leçon importante concerne la pérennisation des structures de collecte et transformation de lait dans le contexte nigérien : les centres de collecte sont particulièrement « robustes », dans le sens où ils nécessitent peu de moyens de gestion, de ressources humaines, de fonds, pour fonctionner, contrairement aux mini-laiteries, qui doivent pouvoir non seulement collecter, mais également transformer et commercialiser les produits laitiers. A condition d'avoir un minimum de maîtrise technique et de gestion, les centres de collecte peuvent ainsi collecter de grandes quantités de lait (peu ou pas de contraintes de gestion, de préfinancement des achats) et toucher de nombreux éleveurs, bénéficiant par ailleurs de services et produits (aliment, produits vétérinaires) additionnels. C'est ensuite à l'industriel, qui a pour cela le savoir-faire, les réseaux commerciaux et les moyens financiers et humains, de soutenir commercialement la filière locale, tout en s'assurant d'un bénéfice partagé, condition de la pérennisation de partenariat.

Il est important, dans chaque contexte considéré, de pouvoir identifier les stratégies s'adaptant à la fois au contexte économique (l'environnement des filières, le marché, les acteurs existants), aux cycles de production et aux aléas, en jouant sur les synergies là où elles sont possibles (entre OP et industrie, lait en poudre et lait local, structures de financement et acteurs économiques, etc.).



Formation hygiène

5.2 – LES OP ONT UN RÔLE À JOUER, AU BÉNÉFICE DES ÉLEVEURS ET DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Selon RBM, plusieurs succès sont enregistrés dans la sous-région, en termes d'appui conseil et de renforcement des capacités des OP. Ces succès ont influencé de manière positive la production, l'hygiène et la transformation du lait. Il en est de même pour la structuration des acteurs de la filière, des réseaux de collecte et de distribution. Là encore, les questions de l'échelle d'intervention et du rapport coût / bénéfice sont importantes à prendre en compte pour les décideurs publics, et les expériences ne sont pas toujours convaincantes de ce point de vue.

Le succès de l'entreprise TIVISKI est sur ce point riche d'enseignements, car TIVISKI s'appuie sur une filière intégrée (fourniture d'intrants aux éleveurs), efficace, même si elle n'a pas fait le choix de s'appuyer sur les OP existantes, ce qui peut être facteur de tensions avec certains éleveurs ou certaines organisations locales. SOLANI a pu, dans le cadre du projet, développer le même type d'approche, en s'appuyant sur le rôle important de médiateur des coopératives Kawtal et UPROLAIT : négociation

des prix et des marges (y compris pour les collecteurs, eux-mêmes organisés en organisation professionnelle), mise à disposition d'intrants au niveau des éleveurs pour améliorer la quantité et la qualité du lait, capacité des OP à mobiliser un grand nombre d'éleveurs, etc. SOLANI avait échoué par le passé à dynamiser l'offre par une augmentation du prix du lait, car cette augmentation était systématiquement captée par les collecteurs. Le dialogue interprofessionnel, la transparence sur les prix, ont permis de résoudre ce problème. Il ressort ainsi des études réalisées et du projet que les OP peuvent jouer un rôle important pour mobiliser les producteurs et améliorer leurs performances, dès lors qu'en retour des effets positifs sont constatés par les éleveurs ; les OP sont trop souvent insuffisamment capables d'offrir des services à leurs membres, faute de moyens. Les centres de collecte ont permis dans le cas du projet Nariindu de remettre les OP au cœur des filières, en les rendant indispensables aux yeux à la fois des producteurs et des partenaires commerciaux en aval.

5.3 – UN PLAIDOYER À ARTICULER AUTOUR DES NOUVEAUX ENJEUX GLOBAUX

5.3.1. Emploi local, agriculture familiale et développement territorial

Il est important dans le débat public de pouvoir prendre en compte l'ensemble des externalités positives des filières locales dans le cadre des plaidoyers en faveur des filières locales : leur impact économique ne se limite pas aux revenus directs du lait, ou au maintien d'une offre locale, mais va bien au-delà. Les filières locales, malgré leur compétitivité économique insuffisante pour faire face aux importations, ont un rôle majeur à jouer en termes d'emploi en milieu rural (en particulier pour les jeunes). Elles dynamisent l'agriculture familiale locale en offrant des débouchés et en générant des ressources, et contribuent ainsi directement au dynamisme économique territorial. Les filières locales offrent également aux organisations professionnelles une base économique et financière plus solide ; les OP sont alors en mesure de développer une gamme plus large de services (approvisionnement, commercialisation, conseil, plaidoyer...) et concourent ainsi à la structuration du milieu rural. Elles contribuent ainsi à façonner une nouvelle image de l'agriculture et de l'élevage.

Le projet Nariindu, par la voix de son partenaire AREN, a ainsi demandé au gouvernement nigérien (note de plaidoyer transmise en Juin 2015 dans le cadre de la Jour-

née du lait, propositions 2, 5 et 6) une exemption de taxe pour les produits certifiés officiellement à base de lait exclusivement local (100% avec tolérance de poudre de lait pour stabiliser les produits), et à ce qu'un groupe de travail soit créé, entre la plateforme innovation laitière et les Ministères de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce, afin de formuler des propositions concrètes et un plan d'action. Le gouvernement a également été appelé à soutenir les initiatives de partenariat entre OP et entreprises privées tant au niveau local que national, en appuyant la mise en place d'un environnement favorable : accès aux financements, facilitation des démarches de tout ordre (y compris accès aux intrants, mise en place de campagnes de prophylaxie vétérinaire, etc.).

5.3.2. Enjeux sociaux, environnementaux, climatiques

Les systèmes agro-pastoraux ont aujourd'hui montré leur importance du point de vue non seulement économique, mais également environnemental.

Comme le souligne une étude du CSFD (Toutain et al., 2012, Pastoralisme en zone sèche), « l'élevage pastoral exploite directement des espaces naturels spécifiques souvent pauvres, les parcours. Il est obligatoirement mo-

bile (transhumances). Il continue à progresser en Afrique subsaharienne et à faire vivre de très nombreux pasteurs, à pourvoir le marché en produits animaux et à soutenir des sociétés pastorales spécialisées.

[...] Pour s'adapter, le pastoralisme subsaharien a beaucoup évolué : progression des transhumances vers de nouveaux espaces, sédentarisation partielle des familles et diversification des revenus. Le bétail modifie à long terme l'évolution des écosystèmes pâturés (sol, végétation, biodiversité), mais ces impacts revêtent aussi certains avantages (transferts de fertilité au sol, dispersion de semences, maintien et entretien de milieux naturels). Les dégradations du milieu, qui à l'extrême mènent à la désertification, relèvent le plus souvent de surexploitations localisées ou de mauvaise gestion, défavorables à terme au pastoralisme et dont il convient de rechercher les causes.

Les conditions d'un pastoralisme durable dépendent pour beaucoup des politiques publiques de chaque pays et des législations adoptées. Le milieu professionnel pastoral s'organise et les organisations internationales commencent à prendre la mesure des enjeux économiques et écologiques que représente le pastoralisme pour le futur ».

5.3.3. Responsabilité sociétale des entreprises

Le concept de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) se développe rapidement en Europe et dans la plupart des pays dits occidentaux, et s'impose aujourd'hui en particulier aux entreprises multinationales via la norme ISO 26000.

Ce concept de RSE s'applique difficilement aux entreprises africaines, tant l'environnement et le fonctionnement diffèrent des entreprises mondialisées, mais cela ne veut pas dire que la vocation sociale ou sociétale des entreprises est absente. Le partenariat avec SOLANI a en particulier montré qu'une entreprise d'envergure nationale peut développer des partenariats structurants pour de petits éleveurs, et contribuer positivement au développement de filières nationales pérennes, tout en développant des produits innovants, positifs à la fois en termes d'image et de bénéfices pour l'entreprise.

Mais la politique de RSE des entreprises multinationales peut être utile en Afrique en tant qu'outil de plaidoyer : les OP peuvent interpeller les entreprises exportatrices de poudre de lait qui ignorent les impacts de leurs actions, alors qu'elles ont -de par les règles imposées par la norme ISO 26.000 – obligation de s'en soucier et de chercher à y remédier. Cette piste a été explorée avec succès par exemple par CARE, dans le cadre du projet Milky Way de RBM, au Danemark. La grande coopérative danoise ARLA a ainsi été condamnée pour non-respect de ses engagements, et a initié une collaboration avec CARE pour soutenir les filières lait locales en Afrique.

Il s'agit donc là d'une piste de plaidoyer à ne pas négliger, même si elle demande des compétences nouvelles (en particulier juridiques) de la part des OP africaines.

SIGLES ET ACRONYMES

AE	Auxiliaires d'Élevage	OP	Organisation de Producteurs
AFD	Agence Française de Développement	PIB	Produit Intérieur Brut
APROLAN	Projet d'Appui à la Promotion de la Filière Laitière Périurbaine à Niamey	PSEAU	Projet de Sécurisation de l'Élevage et de l'Agriculture Urbaine à Niamey
AREN	Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger	RBM	Réseau Billital Maroobé
BAB	Banque Aliment Bétail	SOLANI	Société Laitière de Niamey
CC	Centre de Collecte	SPAI	Sous Produits Agro-industriels
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de L'Afrique de l'Ouest	TEC	Tarif Extérieur Commun
CTB	Coopération Technique Belge	UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
GF	Groupement Féminin	UL	Unité Laitière
IMF	Institution de Micro Finance	UPROLAIT	Union des Producteurs Laitier de Hamdallaye
ONG	Organisation Non Gouvernementale	USAID	United States Agency for International Development
		VSF	Vétérinaires Sans Frontières

BIBLIOGRAPHIE

C. Corniaux, G. Duteurtre, P.N. Dieye, R. Pocard-Chapuis, 2005. Les minilaiteries comme modèle d'organisation des filières laitières en Afrique de l'Ouest : succès et limites. 7 pages

C. Corniaux, G. Duteurtre, 2013. Etude relative à la formulation du programme d'actions détaillé de développement de la filière lait en zone UEMOA

P. deygout, M. Treboux, B. Bonnet, 2012. Systèmes de production durables en zones sèches : quels enjeux pour la coopération au développement ? Synthèse. 25 pages

FAO, 2004. Lait et produits laitiers. Questions de parité hommes femmes dans le secteur laitier. Rome, Italie, FAO. Fao.org

FISONG 2011, Alimentation des villes- Transformation et commercialisation des produits agricoles- Avis d'appel à propositions

Hamani MARICHATOU, Harouna KORE, Henri Kokou MMotcho, Gilles VIAS, 2005. SYNTHÈSE SUR LES FILIÈRES LAITIÈRES AU NIGER. Document de travail n° 04

IRAM, rapports Nariindu de 2012 à 2015

IRAM, AREN, 2015. Note de plaidoyer – projet Nariindu : approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs ; Pour une filière lait locale dynamique, des débouchés réguliers et rémunérateurs pour les éleveurs, des produits accessibles, sains et à l'origine garantie pour les consommateurs nigériens

Kouyaté H. 2006. Evaluation de l'organisation de la collecte, de la transformation, et de la commercialisation du lait : cas d'un groupe de femmes à Kassela

L'AFD & la prise en compte du genre. Note d'orientation opérationnelle-2001

M. Schneider, H. Kouyaté, G. Fokou, J. Zinsstag, A. Traoré, M. Amadou, B. Bonfoh, 2007. Dynamiques d'adaptation des femmes aux transformations des systèmes laitiers périurbains en Afrique de l'Ouest



Centre multi-service paysan de Kollo

Promouvoir le lait local au Sahel

L'EXPÉRIENCE DES CENTRES DE COLLECTE PAYSANS MULTI-SERVICES AU NIGER

Le lait cru du Niger n'est que très faiblement valorisé, du fait de la très forte saisonnalité de la production et d'un réseau de commercialisation peu développé, alors que les besoins urbains sont importants et en constante augmentation. Environ 85 % des produits laitiers des laiteries de Niamey sont issus de la poudre de lait importée. Cette forte dépendance des importations rend le pays potentiellement vulnérable aux chocs exogènes de prix et à une insécurité alimentaire grave, comme l'a prouvé la crise économique et alimentaire de 2008.

Le projet Nariindu a permis de développer une solution innovante de centre de collecte paysans multi-services, de 2012 à 2015. C'est un chaînon manquant de la filière lait locale qui a ainsi pu être mis en place : les centres offrent aux éleveurs du conseil et des intrants pour améliorer la santé des troupeaux et la qualité du lait (aliment en priorité, mais également soins vétérinaires, etc.); les éleveurs payent ces services avec le lait, qui leur fournit par ailleurs une source de revenus régulière. Les petits collecteurs privés, avec le soutien financier (avances) et technique des centres, assure le lien avec les éleveurs. En aval, l'industrie laitière reçoit un lait de qualité en plus grande quantité, et peut ainsi envisager le développement de produits à plus forte valeur ajoutée. La gouvernance paysanne des centres permet d'impulser une réelle dynamique territoriale, et d'accroître le pouvoir de négociation du prix du lait.